



Chambre des communes
CANADA

Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

AFGH • NUMÉRO 004 • 2^e SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 14 mai 2008

—
Président

M. Pierre Lemieux

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan

Le mercredi 14 mai 2008

• (1830)

[Traduction]

Le président (M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC)): Chers collègues, bonsoir. J'aimerais commencer notre réunion.

J'aimerais tout d'abord dire à notre audience, aux gens qui regardent peut-être la télévision, qu'il s'agit d'une autre séance télévisée du Comité spécial sur la mission canadienne en Afghanistan et qu'elle est télévisée dans le but de renforcer la communication, tant au sein du Parlement qu'avec les Canadiens des différentes régions du pays. C'est notre quatrième séance.

Nous avons l'honneur ce soir d'avoir avec nous M. Mulroney, le sous-ministre responsable du groupe de travail sur l'Afghanistan. Il est chargé de la coordination interministérielle de tous les aspects de l'engagement du Canada en Afghanistan. Autre aspect intéressant, M. Mulroney était le secrétaire du groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan, connu comme le comité Manley. Bien entendu, nous allons demander à M. Manley et à certains membres de son comité d'assister à une des séances de notre comité.

Je pense que M. Mulroney va présenter un bref exposé, une déclaration préliminaire. Il revient d'Afghanistan et a rapporté quelques diapositives qu'il aimerait montrer au comité. Nous aurons ensuite deux tours de questions—un tour de sept minutes et un tour de cinq minutes. À la fin de la réunion, nous examinerons certains travaux du comité.

Cela dit, M. Mulroney, je vous donne la parole.

M. David Mulroney (sous-ministre, Groupe de travail sur l'Afghanistan, Bureau du Conseil privé): Merci, monsieur le président et merci, mesdames et messieurs.

J'ai récemment eu la possibilité de comparaître devant certains d'entre vous qui sont membres du comité de la défense nationale pour parler des résultats obtenus par le Canada au cours du sommet de l'OTAN tenu à Bucarest et pour vous parler des défis qui nous attendent en Afghanistan ainsi que des possibilités qui s'offrent à nous. Aujourd'hui, j'aimerais vous donner un bref aperçu des choses que le groupe de travail que je dirige a fait au cours du dernier mois et vous parler de ce qui nous paraissent les choses à faire.

Comme vous le savez, le gouvernement a répondu au rapport du comité Manley en créant un comité spécial du cabinet sur l'Afghanistan et un groupe de travail au BPC, le centre du gouvernement, et c'est le groupe de travail que je dirige. Le comité du cabinet, qui est présidé par le ministre Emerson, examine de façon approfondie la mission en Afghanistan dans le but de réviser et de renforcer notre approche. En plus d'appuyer le ministre Emerson et son comité, j'ai également travaillé avec un sous-comité des sous-ministres des principaux ministères concernés pour veiller à ce que nos programmes soient harmonisés et appuient ces grandes priorités.

[Français]

Le comité du Cabinet a fait beaucoup d'efforts en vue d'établir les priorités stratégiques qui devront guider les actions du Canada en Afghanistan jusqu'en 2011.

Ces priorités serviront de fondement au programme canadien, dont les orientations seront revues en profondeur afin de nous aider à atteindre nos objectifs. Le Canada sera en position d'apporter une contribution plus ciblée aux priorités en développement établies par l'Afghanistan.

[Traduction]

En ce moment, en plus d'établir des priorités en matière de politiques et de centrer nos efforts sur les programmes de base, nous assurons une présence civile appropriée sur le terrain pour être en mesure d'atteindre ces objectifs. Nous travaillons actuellement avec les principaux ministères civils concernés dans le but de coordonner le prochain déploiement de civils à Kandahar et je vous en dirai quelques mots lorsque je vous montrerai des photos prises au cours de mon récent voyage. Il y a à l'heure actuelle environ 25 civils au sein de l'équipe de reconstruction provinciale à Kandahar. Nous avons envoyé là-bas la semaine dernière une équipe interministérielle pour parler de la façon de restructurer et de renforcer cette équipe.

Sur le plan diplomatique, nous allons continuer à renforcer nos liens avec nos principaux partenaires dans le sud, avec des pays comme les Pays-Bas, l'Australie, le Royaume-Uni et à mettre en oeuvre une stratégie internationale plus robuste dans le but d'inciter nos partenaires internationaux à collaborer davantage. C'est principalement sur cet aspect que nous avons travaillé à Bucarest.

J'étais récemment à Washington avec des représentants des principaux ministères pour parler d'orientations et j'ai eu la chance, pendant que je me trouvais en Afghanistan, de visiter le Regional Command East, qui est principalement une initiative dirigée par les États-Unis, et pour voir le fonctionnement de l'équipe de reconstruction provinciale à Helmand, qui est dirigée par le Royaume-Uni. Aujourd'hui encore, j'ai rencontré une délégation du gouvernement français, qui est en train d'organiser la conférence sur l'Afghanistan qui aura lieu le mois prochain à Paris.

Enfin, j'ai eu un certain nombre de réunions très utiles—une à Ottawa et l'autre à Kabul—avec M. Kai Eide, qui est le représentant spécial du secrétaire général et qui a déjà comparu devant votre comité.

Il sera essentiel d'utiliser nos voies de communication diplomatiques de façon adaptée et bien centrée pour favoriser la coordination et aussi pour faire connaître les orientations que le Canada va adopter pour l'avenir.

[Français]

La motion déposée au Parlement le 13 mars demandait aussi au gouvernement d'informer la population plus fréquemment et de façon plus transparente des événements qui se déroulent en Afghanistan. Le groupe de travail collabore avec les ministères afin de mettre au point un cadre d'analyse comparative qui contiendra des objectifs réalistes. Cela permettra non seulement de rendre des comptes, mais aussi d'évaluer les secteurs où des améliorations pourraient être apportées.

[Traduction]

L'Afghanistan aura besoin d'une aide relativement importante de la part de la communauté internationale pour progresser. C'est un aspect dont, je crois, nous devrions être toujours conscients. L'Afghanistan demeurera un pays en développement pendant un certain temps et devra faire face aux défis associés à cet aspect.

Notre objectif est de favoriser une transition qui permettra aux Afghans d'assumer, eux-mêmes, certains de ces défis. Le but est donc de faire évoluer l'Afghanistan de façon progressive. Il faudra peut-être attendre longtemps pour obtenir le résultat final souhaité, si l'on se base sur les autres exemples de pays qui ont connu des conflits, mais il y aura un moment, avant cela, où le gouvernement sera en mesure de répondre lui-même aux défis auxquels il fait face. Nous avons constaté des progrès sur ce point.

Avant de vous faire un bref rapport sur ma visite de la semaine dernière, j'aimerais présenter certains de mes collègues : Sanjeev Chowdhury est le directeur des opérations du secrétariat; Rey Campbell, Owen Teo et Marco Popic sont également membres de notre nouveau groupe de travail au sein du BCP.

J'étais en Afghanistan la semaine dernière avec Kevin Lynch, le greffier du Conseil privé, M. Rob Fonberg, le sous-ministre de la Défense nationale, et Sanjeev pour faire un certain nombre de choses. Une de ces choses venait du fait que Kevin avait visité l'Afghanistan il y avait un peu plus d'un an et qu'il voulait retourner à Kabul et à Kandahar en particulier, pour constater les progrès. Nous voulions également parler avec nos principaux alliés et sonder les représentants de diverses régions de l'Afghanistan dans le cadre de la planification de nos orientations. Enfin, nous voulions rencontrer l'équipe interministérielle que j'avais envoyé un peu avant nous pour planifier le prochain déploiement de civils. Nous avons fait toutes ces choses en une semaine.

Nous pouvons montrer la première diapositive. Elle n'est pas très claire, je vous demande de m'en excuser. Turquoise Mountain est un projet qui a été lancé à Kabul par le dirigeant d'une ONG, un soldat et diplomate anglais appelé Rory Stewart, qui a écrit un livre au sujet de sa traversée à pied de l'Afghanistan appelé *The Places in Between*.

Le Canada a été le premier pays à appuyer Rory et son projet, qui consiste pour l'essentiel à faire revivre un quartier du centre-ville de Kabul. Ce quartier avait déjà été habité par des gens qui travaillaient au palais situé au sommet de la colline. Avec le temps, ce quartier est complètement tombé en ruine et pendant les années de chaos et de guerre qu'a connues le pays, il a été recouvert d'environ cinq pieds de rebuts.

Rory a pensé que, lorsque le centre de votre capitale est enterré sous cinq pieds de rebuts, il est difficile pour la population de croire qu'il y a un avenir, de l'espoir pour ce pays. Il a donc décidé de

dégager ce secteur—on pourrait presque comparer cette opération à ce qui s'est fait à Pompéi—pour le ramener à son état initial. Ce projet vise également à faire reflourir les arts traditionnels. Rory a mis sur pied quelques écoles pour les jeunes et les artisans. La revitalisation du quartier a également ramené des habitants.

Il y a un autel chiite à côté. On y trouve quelques sites traditionnels : restaurants, hammams. Résultat, il y a davantage de gens qui se déplacent librement dans cette partie de Kabul que dans n'importe quel autre secteur.

La diapositive suivante montre des choses que font ces personnes. Cela ne se voit pas très bien mais la calligraphie est un élément important de leurs activités, ainsi que la sculpture traditionnelle que l'on retrouve dans diverses régions d'Afghanistan. Le fait que des femmes et des hommes travaillent sur ces sculptures est important. Ce projet vise à relancer les arts traditionnels, mais je pense que l'idée à la base du projet est qu'un pays ne peut progresser tant qu'il n'a pas retrouvé ses racines et l'Afghanistan les avait perdues.

Ce projet a également une dimension commerciale puisque ces objets sont vendus. Rory a établi des liens avec des distributeurs en Amérique du Nord et en Europe et il a un site Web qui est très fréquenté.

Nous avons passé quelque temps au centre de l'Afghanistan, dans les hauts plateaux du centre, à Bamyan. Ici, si vous pouvez voir le marqueur laser, c'est un Shura ou un conseil de développement communautaire. Celui de Bamyan est en fait un regroupement de conseils. Il rassemble un certain nombre de groupes et il est important de noter que ces groupes sont composés d'hommes et de femmes qui se réunissent régulièrement.

Cette initiative est appuyée par le Aga Khan Development Network, qui est également financé par le Canada. Ces groupes planifient des activités communautaires, en fonction des besoins de développement économique de la communauté. J'ai pu leur parler et j'ai demandé au groupe quel était leur besoin le plus pressant. Un homme d'un côté de la salle a dit : « Nous pensons que c'est l'agriculture ». Trois femmes se sont levées et ont dit : « Non, non, c'est l'éducation ». Les hommes ont dit : « En fait, elles ont raison; c'est l'éducation ». Nous avons une discussion très animée et en fait, l'éducation est une priorité de nos programmes.

Nous avons également pu visiter—voici cette photo—l'hôpital de Bamyan, qui s'efforce de faire diminuer le taux de mortalité infantile très élevé qui sévit en Afghanistan. Il y a eu quelques progrès de fait dans ce domaine.

●(1835)

La diapositive suivante montre la *shura*. La Base de patrouille Wilson se trouve dans le district de Zhari de Kandahar. Elle est située à l'ouest de Kandahar. C'est un secteur qui était contrôlé en 2006 par les Talibans et où ont lieu les combats les plus acharnés de l'opération Medusa.

Le chef de la *shura* est montré ici. Notre ambassadeur, Arif Lalani, est assis à côté de lui.

Nous avons eu la possibilité de parler avec lui de ce qui constituaient, d'après lui, ses besoins. En plus d'écouter ce qu'il avait à nous dire, nous lui avons également parlé de nos attentes à son endroit. Nous avons mentionné que la *shura* et les notables locaux pouvaient faire certaines choses pour renforcer la sécurité dans ce secteur de district de Zhari. Cela va dans les deux sens et quand la sécurité s'améliore, nous pouvons faire davantage avec nos programmes.

La diapositive suivante montre une visite dans une école de Kandahar. Elle montre le directeur de l'éducation. Le Canada finance un projet appelé EQUIP, qui consiste à construire des écoles dans diverses régions de l'Afghanistan. Ce programme est centré sur Kandahar et le directeur de l'éducation était assez sûr qu'il pourrait faire avancer très rapidement ce projet—nous sommes en ce moment dans la ville de Kandahar—dans d'autres parties de la province.

La personne suivante est un peu difficile à voir. C'est Elissa Goldberg, qui est la représentante du Canada à Kandahar—l'acronyme anglais est ROC—et c'est elle qui chapeaute sur le terrain le contingent civil à Kandahar. C'est elle qui coordonne le travail des Affaires étrangères, de l'ACDI, de la GRC et du Service correctionnel. Elle est l'homologue du général Laroche, maintenant du général Thompson, qui est le commandant de la Force opérationnelle en Afghanistan.

Elle est à côté d'un spécialiste en formation des policiers et un fonctionnaire du Service correctionnel. La photo a été prise dans les locaux de formation sur place de notre ÉRP. Ces personnes donnent aux membres de la police nationale afghane des cours de formation sur la façon de détenir des suspects de façon sécuritaire et également sur l'identification des IED.

La première chose que nous apprenons à un policier est comment survivre, parce qu'il y a des IED qui utilisent des stratégies vraiment diaboliques. Nous avons réussi à montrer aux policiers comment découvrir les IED et les désamorcer de façon sécuritaire pour rester en vie.

Je voudrais également mentionner que pour quelques-unes de ces réunions, nous sommes allés à l'ouest de Kandahar. En plus d'avoir rencontré des membres des Forces canadiennes, il y a des gens comme Elissa et Karen Foss, une jeune agente du service extérieur, qui vont là régulièrement. Karen Foss se rend dans nos bases pour y passer une semaine par mois pour travailler avec l'armée et l'aider à établir des réseaux communautaires à l'extérieur de Kandahar.

L'effectif civil de l'ÉRP est actuellement d'environ 25 personnes. Nous pensons pouvoir multiplier ce chiffre par deux cette année. Nous prenons beaucoup de précautions pour assurer la sécurité de ces personnes parce qu'elles ont un travail important à accomplir. Qu'il s'agisse de formation de policiers, de réseautage communautaire, de conseils au gouvernement provincial de Kandahar, nos civils font leur travail et assument une partie du fardeau que nos forces armées ont assumé au départ.

Je vais m'arrêter ici et serai heureux de répondre à vos questions.

• (1840)

Le président: Merci, monsieur Mulroney. Voilà un exposé très intéressant, en particulier, compte tenu du fait que vous venez tout juste de revenir d'Afghanistan.

Nous allons maintenant passer à notre premier tour de questions et commencer par M. Rae.

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur Mulroney, il est agréable de vous revoir. Je ne voudrais pas compromettre votre carrière mais je dirais que nous avons eu ensemble une longue et très fructueuse association pendant de nombreuses années. Je suis ravi de voir que vous travaillez sur ce dossier pour le Canada.

Quelle est la fréquence des réunions du comité du cabinet?

M. David Mulroney: Le comité du cabinet se réunit en moyenne une fois par semaine lorsque la Chambre siège. Je pense que nous avons tenu jusqu'ici sept réunions.

L'hon. Bob Rae: Et combien y a-t-il de membres dans votre groupe de travail?

M. David Mulroney: Il y a à l'heure actuelle près de 25 personnes dans mon groupe de travail du BCP.

L'hon. Bob Rae: Je vais vous poser une question qui est manifestement facile mais j'aimerais savoir si vous pensez que nous...?

Vous avez également joué un rôle de conseiller pour le rapport Manley, n'est-ce pas?

Pensez-vous que nous mettons en oeuvre correctement la nouvelle orientation que M. Manley a proposée?

M. David Mulroney: J'ai bavardé avec un des membres du comité Manley qui se trouvait à Ottawa aujourd'hui et il m'a dit qu'il était très heureux de voir la suite que nous avons donnée au rapport.

Le gouvernement a immédiatement mis sur pied un comité du cabinet—c'était une des recommandations—qui a créé le groupe de travail du BCP. Ce comité a lancé une stratégie diplomatique qui avait pour but d'obtenir des milliers de troupes supplémentaires et des outils, les véhicules aériens télépilotes et les hélicoptères.

À l'heure actuelle, le comité et le ministère travaillent, premièrement, à mettre sur pied un nombre limité de priorités clés, deuxièmement, à veiller à ce que nos programmes soient conformes à ces priorités, troisièmement à établir des normes pour mesurer les progrès et quatrièmement à travailler de façon continue sur les communications.

Je crois que nous avons préparé un programme de travail ambitieux qui reflète vraiment, je pense, l'orientation que proposait le comité Manley. J'ai toujours pensé que le message essentiel du comité Manley était qu'il fallait mettre en oeuvre sa propre stratégie dans un endroit comme Kandahar. Cela veut dire bien connaître ses priorités et bien savoir ce qu'il est possible de faire dans un temps donné; je pense que c'est ce que fait le gouvernement.

• (1845)

L'hon. Bob Rae: Lorsque je me suis rendu dans cette région l'année dernière, j'ai passé pas mal de temps au Pakistan. Une de mes grandes préoccupations aux conclusions que j'en ai tirées était tout simplement qu'il était très difficile de lutter contre les insurgés si l'on n'était pas en mesure de contrôler la situation dans le nord-ouest du Pakistan en particulier.

Pensez-vous que nous contrôlons cette situation?

M. David Mulroney: Vous avez tout à fait raison, je ne pense pas qu'il soit possible de contenir une insurrection si ses membres peuvent traverser librement la frontière.

Il y a un certain nombre de choses. La première concerne le changement politique au Pakistan; ce sont encore les débuts du nouveau gouvernement et la coalition politique est en train de se mettre en place et connaît à l'heure actuelle quelques difficultés; mais je pense que le ton de la conversation entre l'Afghanistan et le Pakistan s'est amélioré par rapport à ce qu'il était il y a quelques années, ce qui est important.

Deuxièmement, les Pakistanais s'aperçoivent de plus en plus que l'insurrection en Afghanistan et les problèmes de sécurité dans ce pays risquent de traverser la frontière et de se faire sentir au Pakistan. Ils sont donc plus sensibles à ces aspects et plus motivés à agir.

Il se fait aussi des choses importants à la frontière qui vont renforcer la collaboration de base qui doit exister entre deux gouvernements. Je me suis rendu à un endroit appelé la porte Torkham, dans la passe de Khyber. Il y a là un centre de coordination conjoint, où un représentant afghan et un représentant pakistanais sont assis l'un à côté de l'autre et regardent des écrans. J'ai demandé à la personne qui coordonne le centre le genre de choses dont il s'occupait et elle a mentionné qu'il s'était produit un terrible accident impliquant un camion-citerne sur la route qui traverse la passe de Khyber, et qu'il y avait eu beaucoup de victimes. Il y avait un incendie et des blessés. La route de la passe de Kyber est tellement étroite que les camions du Pakistan ne pouvaient se rendre sur les lieux de l'accident. L'accident s'était produit du côté du Pakistan mais ils ont envoyé des véhicules d'urgence à partir de l'Afghanistan.

Ils en sont encore aux débuts. Le Canada a invité un groupe de fonctionnaires du Pakistan et de l'Afghanistan à assister à une réunion à Dubaï—ce sont les fonctionnaires qui surveillent la frontière—dans le simple but de parler des techniques de base de la gestion d'une frontière, si l'on considère une frontière comme étant une entité économique aussi bien qu'une entité de sécurité.

Ce sont donc des débuts mais nous essayons de faire comprendre aux intéressés qu'il est dans l'intérêt de tous d'assurer la sécurité de la frontière. Il est dans l'intérêt économique des deux pays de la gérer sagement et une insurrection le long de la frontière ne peut que menacer les deux pays. C'est encore un gros défi mais je pense que les deux côtés sont très motivés à agir.

L'hon. Bob Rae: Pensez-vous que nous avons la capacité d'influencer Islamabad, pour ce qui est des questions qui touchent le nord-ouest? Pensez-vous que nous faisons des progrès dans ce domaine?

M. David Mulroney: La communication sur cette question est principalement prise en charge par nos principaux alliés. Il semble que le nouveau gouvernement écoute soigneusement ce que nous lui disons. En fait, je pense que la présence de troupes supplémentaires dans les zones frontalières est une bonne chose et cela donne déjà des résultats. Je pense que les Américains diraient que dans leur secteur, dans le RC-East, cela donne des résultats et nous prévoyons augmenter notre présence militaire dans le sud; cela devrait être également utile.

L'hon. Bob Rae: Quelle est la taille de l'effectif de notre ambassade ou du haut commissariat à l'heure actuelle à Islamabad?

M. David Mulroney: Islamabad, il faudrait que je vérifie. Je pense qu'il y a environ 20 à 25 Canadiens mais il faudrait que je m'en assure.

L'hon. Bob Rae: Quel est-il à Kaboul?

M. David Mulroney: À Kaboul, il y a à l'heure actuelle 30 à 35 Canadiens. Ce chiffre a constamment augmenté depuis un an.

L'hon. Bob Rae: Vous pensez donc que notre personnel diplomatique est tout à fait suffisant pour mettre en oeuvre les changements géopolitiques dont nous avons parlé?

M. David Mulroney: Nous avons non seulement augmenté l'effectif mais également son niveau, sa qualité. Nous avons à l'heure actuelle à Kaboul un diplomate nommé Arif Lalani. Arif a ses entrées auprès du président Karzai. Il peut le rencontrer seul à seul. Les fois où nous avons rencontré des représentants afghans, ils nous ont dit spontanément : « Les Canadiens font du bon travail et Arif peut nous parler quand il veut ». Il est appuyé par une excellente équipe. C'est un aspect sur lequel les militaires ont insisté, parce qu'ils ont fait comprendre que c'était là la première priorité du Canada. Il faut

envoyer là vos meilleurs diplomates et je pense que c'est ce que nous faisons.

C'est un aspect intéressant—les É.-U., les Britanniques et d'autres éprouvent tous des difficultés à faire face aux défis qui consiste à déployer le plus grand nombre possible de fonctionnaires de grande qualité dans un environnement opérationnel très difficile et je crois que nous avons très bien fait.

• (1850)

L'hon. Bob Rae: Quelle est la durée normale de l'affectation?

M. David Mulroney: Nous avons dû modifier la durée normale d'affectation mais je dirais qu'elle est d'environ un an. Il y a eu des gens qui voulaient rester pendant deux ou trois ans. Mais c'est aussi un endroit où les civils ne peuvent amener leur famille et les conditions de vie sont difficiles. À Kaboul, ils mangent ensemble et ne quittent pas notre quartier. À Kandahar, les conditions de vie sont encore plus confinées.

L'hon. Bob Rae: J'y ai été, de sorte que je les connais bien.

Le président: Merci, monsieur Rae.

Merci, monsieur Mulroney.

J'ai remarqué que vous avez parlé dans vos réponses précédentes de M. Arif Lalani, l'ambassadeur canadien en Afghanistan. Il va comparaître devant le comité le 28 mai parce qu'il sera au Canada. Je voulais simplement mettre les gens au courant de cette comparution.

Madame Barbot.

[Français]

Mme Vivian Barbot (Papineau, BQ): Merci, monsieur Mulroney, de venir nous rencontrer à nouveau.

Le film que vous avez présenté se passe-t-il bien à Kandahar?

M. David Mulroney: Il se passait à Kandahar, à Kaboul aussi et à Baniyan, au centre de l'Afghanistan.

Mme Vivian Barbot: Ma question porte sur les écoles. Ce sujet revient souvent. On entend dire qu'on construit des écoles, mais que d'autres sont détruites. J'aimerais que vous me brossiez le portrait le plus précis possible. Combien y a-t-il d'écoles? S'en construit-il pour filles et d'autres pour garçons? Que peut faire de mieux le Canada dans ce domaine? J'imagine que ce sujet devrait se trouver dans le plan d'action que vous êtes en train de faire. J'aimerais aussi savoir quelle place cela occupe dans les priorités du Canada, et comment on pourra évaluer les progrès en ce sens. Il faut éviter qu'on nous dise qu'on a construit certaines écoles, mais qu'on ne sait pas qu'il n'y a plus d'école dans une autre région.

Par ailleurs, j'imagine que dans la région de Kandahar, ce n'est pas la même chose que dans le reste du pays, et j'aimerais que vous brossiez un portrait de cette situation.

M. David Mulroney: Il faut dire que l'éducation est une de nos priorités en Afghanistan. C'est une priorité du gouvernement du Canada. Quand on travaille dans ce secteur, on doit travailler à l'échelle nationale à Kaboul, pour le pays tout entier, et aussi à l'échelle provinciale à Kandahar. Ce travail se fait à deux niveaux.

La sécurité est très importante. Elle est étroitement liée au développement. On doit coordonner nos ambitions de développement et les progrès accomplis en matière de sécurité. Il est donc important de mener nos opérations dans les secteurs où il y a une présence de l'armée afghane, de policiers afghans ou des Forces armées canadiennes. C'est une question de coordination. Quand on progresse dans le domaine de la sécurité, on peut aussi progresser dans le domaine du développement.

L'école que nous avons visitée est une école pour hommes et femmes. Elle est située dans la ville de Kandahar. Cette ville est mieux protégée que d'autres endroits éloignés de la capitale. Nous disposons de plusieurs moyens pour mesurer nos progrès. On peut d'abord parler du nombre d'étudiants qui continue d'augmenter. On peut aussi parler du nombre de femmes à l'école qui continue aussi d'augmenter. C'est une mesure très importante. C'est peut-être plus facile dans le nord du pays et plus difficile à Kandahar. Un de nos objectifs est d'augmenter le nombre de femmes qui étudient.

Nous axons aussi notre action sur les questions administratives. Comment doit-on gérer le programme d'éducation en Afghanistan? Le ministère fonctionne-t-il bien? Y a-t-il un vrai cadre administratif? Il faut construire des écoles, mais il faut aussi une administration fonctionnelle. Nous avons plusieurs mesures de progrès.

● (1855)

Mme Vivian Barbot: Je peux continuer?

Le président: Oui, certainement. Vous avez encore trois minutes.

Mme Vivian Barbot: D'accord.

Vous avez parlé du déploiement des civils à Kandahar. Que voulez-vous dire par là?

M. David Mulroney: À Kandahar, nous avons maintenant 25 civils qui proviennent de plusieurs organismes comme le ministère des Affaires étrangères, l'ACDI, la GRC et le Service correctionnel du Canada. Mme Elissa Goldberg agit comme consulé générale; elle est responsable de tous les civils dans le sud du pays. Nous avons besoin de plusieurs civils en raison des nombreux objectifs des programmes à Kandahar. Nous sommes d'ailleurs en train d'augmenter le nombre de civils.

Mme Vivian Barbot: J'entends que la sécurité est suffisamment établie pour amener davantage de civils à Kandahar.

M. David Mulroney: Nous allons aussi cibler nos activités à Kandahar parce que 80 p. 100 de la population vit à Kandahar et dans les banlieues de Zahri et de Pundjuai. Donc, il est peut-être plus facile de protéger nos civils quand ils sont ciblés de cette façon. C'est une de nos préoccupations, et nous travaillons étroitement avec les Forces armées canadiennes pour nous assurer que le degré de sécurité est suffisant.

Le président: Merci beaucoup.

Mr. Dewar.

[Traduction]

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Merci.

Je tiens à remercier nos invités d'être venus aujourd'hui et à leur dire que pour la plupart d'entre nous, il est très important d'avoir ce genre d'information de première main et d'avoir accès à davantage de rapports. Je pense qu'il y a de nombreux aspects de notre mission en Afghanistan que les gens n'acceptent pas mais une des choses sur lesquelles tout le monde s'entend, c'est qu'il est bon de disposer de davantage de renseignements et de davantage de rapports. Cela est donc utile et votre exposé de ce soir l'illustre parfaitement.

Une des personnes qui a travaillé... et j'ai trouvé intéressant de voir Rory Stewart. Je suis content que vous l'ayez vu là-bas. J'ai réussi à assister à une conférence qu'il a donnée ici à Ottawa. C'est un conférencier très agréable et qui connaît aussi beaucoup de choses. Un de ses points forts est qu'il sait non seulement comment faire les choses mais aussi comment ne pas les faire. Il pense que, lorsqu'on planifie d'apporter de l'aide ou de favoriser le développement ou lorsqu'on examine des modèles de gouvernance, il est parfois utile de parler aux gens que l'on essaie d'aider. Je me souviens de ses tableaux d'acronymes, des pages d'acronymes, que des représentants de la communauté internationale avaient apportés en Afghanistan. Il les montrait à un ancien du village et disait « Il ne comprend pas ces acronymes et moi non plus et ce gars-là est un homme sage et je pense qu'il serait bon de l'écouter. » Les *shuras* sont évidemment une méthode qu'il faut développer pour faciliter une participation directe des personnes que nous essayons d'aider.

Vous dites que le mois dernier ou à peu près, nous avons augmenté nos effectifs dans ce pays, tant à Kandahar qu'à Kabul, du point de vue d'une approche intégrée, diplomatique ainsi qu'humanitaire et le reste. A-t-on projeté d'envoyer davantage de personnel à Kabul et à Kandahar dans les mois qui viennent?

● (1900)

M. David Mulroney: Ce processus se déroule depuis un an. Au cours de la dernière année, nous avons multiplié par plus de deux le nombre des civils affectés à Kabul et à Kandahar. Nous nous préparons à l'étape suivante à l'heure actuelle. Nous avons plus de 50 personnes sur le terrain dans ces deux endroits et nous allons faire encore davantage. Nous allons sans doute en affecter davantage à Kandahar, en termes relatifs. Nous avons une équipe très forte à Kabul mais nous devons encore l'étoffer.

Je pense toutefois que nous devrions envoyer davantage de gens à Kandahar, pour la raison suivante : premièrement, nous voulons renforcer le personnel de l'ÉRP et mettre en place davantage de structures de gestion. Il y a beaucoup de jeunes Canadiens qui travaillent dans les différentes sections. Nous devons mettre en place une structure de gestion comparable à celle dont dispose l'armée.

Deuxièmement, pour des projets précis, qu'il s'agisse d'éducation ou d'approvisionnement en eau, nous allons avoir besoin de davantage de personnel capable de faciliter la mise en oeuvre de ces projets à titre d'experts techniques, mais également capable de s'occuper d'administration. Nous prévoyons également augmenter le financement au niveau local, à celui de l'ÉRP, pour que les responsables puissent financer beaucoup plus rapidement les projets qui leur paraissent utiles.

M. Paul Dewar: Tout cela est donc intégré. Vous avez parlé de reproduire la structure de gestion dont dispose l'armée, pour ce qui est du développement de l'ÉRP, pour la renforcer, si je peux utiliser ce mot, davantage?

M. David Mulroney: Oui. À l'heure actuelle, l'ÉRP est dirigée par un lieutenant-colonel. Nous allons le remplacer par un civil qui sera son homologue, de sorte que le lieutenant-colonel sera chargé de faire en sorte que l'ÉRP puisse travailler et le dirigeant civil sera chargé de coordonner tout le travail de gouvernance et de développement effectué par les civils. Mais l'action de cette équipe est en fait un peu plus intégrée que cela parce que l'armée est également, en plus d'élaborer... J'ai toujours été impressionné là-bas par ces jeunes capitaines à qui j'ai parlé et qui se rendent dans les districts. Ils prennent leur travail communautaire très au sérieux et possèdent une expertise qu'il faut utiliser.

Pour moi, l'essentiel est que le côté civil assume sa part du fardeau. Pour cela, il en faut davantage.

M. Paul Dewar: Je pense que c'est à Kabul qu'il faudrait les affecter mais y a-t-il des gens qui s'occupent vraiment de suivre les droits de la personne et d'établir des rapports sur les droits de la personne à l'ambassade à Kabul?

M. David Mulroney: Nous avons des gens à Kabul et à Kandahar qui font ce travail.

M. Paul Dewar: Ils élaborent vraiment des rapports sur les droits de la personne et les transmettent aux échelons supérieurs de la hiérarchie?

M. David Mulroney: Il y a des rapports sur les droits de la personne. Les rapports sur les droits de la personne font partie de nos tâches quotidiennes; c'est donc une des choses que nous surveillons en Afghanistan. Cela fait partie de nos rapports réguliers mais au-delà, il y a aussi le renforcement des capacités. Par exemple, nous avons des équipes qui parlent de certaines choses avec l'armée nationale afghane et la police nationale afghane : comment mener une enquête, comment détenir de façon sécuritaire une personne qui peut être dangereuse, quelles sont les règles de preuve appropriées, des choses de ce genre. Il s'agit essentiellement de rendre ces organisations plus professionnelles.

M. Paul Dewar: Je comprends cela. Donc à l'heure actuelle, il y a des gens qui préparent assez régulièrement des rapports sur les droits de la personne qu'ils remettent à l'ambassadeur et bien entendu, au gouvernement?

M. David Mulroney: Comme je le dis, la préparation de rapports sur les droits de la personne fait partie des activités quotidiennes de...

M. Paul Dewar: Non, non, je comprends cela. Je parle d'un document qui serait un rapport sur les droits de la personne—et je sais que cela s'est fait dans certaines ambassades et en fait, j'en ai déjà consulté quelques-uns—et qui dirait qu'à l'heure actuelle, en Afghanistan, que ce soit à Kandahar ou à Kabul ou là où nous avons des gens, nous avons un rapport; voici le rapport sur les droits de la personne pour les trois derniers mois. Y a-t-il...

M. David Mulroney: Il y a eu un processus annuel. Il y a un rapport annuel qui est présenté de façon officielle et il y a des rapports spéciaux tout au long de l'année.

M. Paul Dewar: Très bien, et nous le faisons encore.

M. David Mulroney: Nous le faisons encore.

M. Paul Dewar: Merci. Deux minutes?

J'aimerais changer un peu de sujet et je sais que l'aspect militaire n'est pas votre spécialité mais bien évidemment, cela touche quand même votre travail. Je pense à ce qui s'est passé, je crois, il y a deux semaines. Nous avons reçu des rapports des États-Unis—je dirais des rêveries—émanant de M. Gates qui disaient qu'ils devraient peut-être envoyer leurs propres troupes parce qu'elles font mieux les choses que les nôtres. Je pense que c'est l'idée de base. Cela veut dire sans doute que nous irions ailleurs, si cela se produisait réellement.

Lorsqu'on examine leurs préoccupations, notre rotation de six mois et qu'ils étudient... Je crois qu'ils pensent faire « mieux » les choses pour ce qui est de la mission militaire dans le sud. Je vais vous poser une question très directe. Y a-t-il des discussions à l'heure actuelle, au sujet de l'armée et de la planification, parce que vous devez être plus ou moins au courant de ces choses, qui montrent que l'on envisage de déplacer nos troupes et de nous remplacer par des troupes américaines?

●(1905)

M. David Mulroney: Non, il n'a pas été question de déplacer les troupes canadiennes.

M. Paul Dewar: Alors que pensez-vous qu'il disait ou qu'il envisageait exactement?

M. David Mulroney: Nous attendons. Nous attendons bien évidemment le déploiement d'un groupe de combat américain à Kandahar, comme cela a été dit à Bucarest, et je ne peux pas interpréter les commentaires de M. Gates et je m'abstiendrai de le faire.

Je dirais cependant—et cela est tout à fait authentique—que, lorsque je voyage en Afghanistan, lorsque je rencontre des gens qui s'intéressent à ces choses en Europe, aux États-Unis ou ailleurs, on me dit souvent que le modèle canadien de l'ÉRP est très bon et que ce que nous faisons à Kandahar est très intéressant. Nous avons davantage de civils dans notre ÉRP à Kandahar, qui est un secteur assez dur—que dans la plupart des autres ÉRP.

Un des défis auxquels nous faisons face dans tout l'Afghanistan,—et je crois que cela a été mentionné dans le rapport Manley et que cela faisait partie des discussions de l'OTAN—c'est que notre action a été en quelque sorte provincialisée. Les Hollandais font leur travail en Uruzgan. Les Britanniques dans la province d'Helmand. Il faut donc comparer ce que nous faisons mais je suis sûr que les méthodes utilisées par le Canada sont parmi les meilleures.

M. Paul Dewar: Une dernière...

Le président: Désolé, le temps est écoulé.

Merci.

Monsieur Hawn.

M. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC): Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps de parole avec M. MacKenzie.

Monsieur Mulroney, merci d'être ici.

Tout d'abord, je dois dire que je pense que les remarques ou les rêveries du secrétaire d'État Gates ont été mal comprises. Il n'a jamais laissé entendre que les soldats américains étaient meilleurs que les nôtres. Il a simplement indiqué que son gouvernement allait peut-être envoyer davantage de troupes dans le sud pour nous aider. Je suis d'accord avec vous; tous ceux à qui j'ai parlé ont exprimé un grand respect pour ce que nous faisons là-bas.

Il y a un aspect qui n'a pas été abordé dans le rapport Manley, ce qui m'a surpris et ce qui a surpris également d'autres personnes; c'était l'absence de toute référence à l'équipe consultative stratégique. D'après ce que j'ai pu observer pendant les deux brèves visites que j'ai faites dans ce pays, mais aussi d'après ce que j'ai lu et entendu, cette équipe fait de l'excellent travail; elle enseigne au gouvernement afghan comment gouverner, elle montre à la bureaucratie comment fonctionner, ce genre de chose. Je crois qu'il serait très souhaitable d'étendre l'action de cette équipe. J'aimerais savoir ce que vous en pensez; j'aimerais savoir comment vous voyez le rôle de l'équipe consultative stratégique dans l'avenir, la composition et la direction de cette équipe, l'impact qu'elle va avoir et le genre de spécialistes qu'elle devrait intégrer, d'après vous.

M. David Mulroney: Le comité qui relève du ministre Emerson examine en fait tous les aspects de notre engagement en Afghanistan, et cela comprend l'équipe consultative stratégique. Elle a joué un rôle important. Nous sommes en train d'axer notre action sur les priorités de base et je pense que nous devons nous demander maintenant si toutes nos ressources, y compris cette équipe, travaillent à réaliser ces priorités? Il y a des ministères qui jouent un rôle plus important que d'autres pour ce qui est de nos objectifs nationaux et pour Kandahar, et il faudra concentrer notre action sur ces ministères.

Je pense également que nous assistons à une évolution naturelle, qui va nous faire passer d'une organisation dirigée par les militaires à une organisation qui comprend davantage de civils, parce qu'en plus de cette équipe, il y a également un bon nombre de civils qui travaillent en Afghanistan, dont certains à Kabul, mais peut-être qu'ils attirent moins l'attention des médias. Et nous voulons donc renforcer l'efficacité de ces réseaux.

La dernière question est en fin de compte la suivante : voulons-nous faire porter nos efforts sur Kabul ou devrions-nous de plus en plus les faire porter sur Kandahar, parce que c'est là un des défis—qui était je crois évident dans le rapport Manley—à savoir que nous n'avons pas fait les progrès souhaités pour ce qui est de la gouvernance fondamentale à Kandahar. Les habitants de Kandahar doivent sentir que leur gouvernement agit, qu'il s'agisse d'approvisionnement en eau, d'éducation, de services de police, des services que tout le monde s'attend à recevoir. Il est encore tôt mais je pense que des mécanismes se mettent en place à Kandahar qui nous permettront d'aller dans la bonne direction.

Mais au niveau fondamental des conseils de développement communautaire et des *shuras*, nous sommes en train de les remettre sur pied, parce qu'ils ont été dévastés pendant les années de guerre. Ce qui manque c'est la pièce du milieu, c'est-à-dire le gouvernement provincial. Il y a des gens qui disent que les gouverneurs se sont finalement des gars—il y a une femme, la gouverneure de Bamyan—qui ont des téléphones cellulaires, et qui parlent toute la journée au téléphone pour régler des problèmes. Ce n'est pas une forme de gouvernance très durable. Ce que nous devons faire à Kandahar, c'est renforcer ce niveau, le relier aux *shuras* et aux conseils et le relier plus efficacement à Kabul.

M. Laurie Hawn: Je suis d'accord avec vous sur ce point. Pensez-vous que l'équipe consultative stratégique devrait rester à Kabul mais qu'il faudrait peut-être étendre son action et ajouter une autre équipe de ce genre à Kandahar? Si c'est le cas, et bien évidemment, il faudrait renforcer la composante civile de cette équipe, j'aimerais savoir si nous éprouvons des difficultés à demander à des civils, qu'il s'agisse du MAECI, de l'ACDI, à faire ce genre de travail à l'extérieur des bases, dans des secteurs où la sécurité n'est évidemment pas aussi bonne?

M. David Mulroney: Au Kabul, ils travaillent autant à l'extérieur que l'équipe consultative stratégique et à Kandahar, ils travaillent aussi à l'extérieur. Karen Foss, dont le travail vient d'être reconnu dans une des publications de la fonction publique, est une personne qui se déplace toutes les semaines et qui reste à la Base de patrouille Wilson et à des endroits comme Ma'sum Ghar. Je suis donc convaincu qu'ils peuvent le faire.

L'autre aspect est que pour les mois et les années qui viennent, il va falloir « concentrer notre action », en particulier là où nous pouvons vraiment obtenir des résultats, parce que d'ici 2011, nous allons devoir rendre des comptes avec nos rapports trimestriels présentés aux Canadiens. Concentrons-nous nos ressources dans ces domaines clés? Nous examinons le financement de l'ACDI, celui du

MAECI, et nous examinons l'équipe consultative stratégique de ce même point de vue. Mais je suis d'accord avec vous, elle a donné un très bon exemple.

• (1910)

M. Laurie Hawn: Merci.

Je vais maintenant donner la parole à Mackenzie.

M. Dave MacKenzie (Oxford, PCC): Merci, monsieur Mulroney, d'être ici.

Je vais poursuivre sur les sujets qu'a abordés M. Hawn; je vais vous demander si, avec l'augmentation de la composante civile canadienne dans cette région, pour répondre aux demandes formulées dans le rapport Manley et aussi dans la motion parlementaire, vous pensez que nous formons et équipons correctement les civils qui vont faire ce travail là-bas et si vous êtes convaincu que nous pouvons faire ces choses?

M. David Mulroney: Je pense que les Canadiens sont parfois un peu surpris du genre de choses que font les agents du service extérieur.

Je me souviens d'une conférence que j'ai donnée à Victoria, au cours de laquelle j'ai mentionné la même agente, Karen Foss. Elle travaillait pour moi lorsque j'étais à la tête de la direction de l'Asie-Pacifique. Elle travaillait à Aceh, en Indonésie, dans des situations post-confliktuelles, pour établir des réseaux communautaires et elle s'est portée volontaire pour aller à Kandahar. J'ai parlé de son travail. Il y a des gens qui sont venus me voir après la conférence et qui m'ont dit qu'ils ne savaient pas que nous avions des gens qui faisaient ce genre de choses. C'est pourtant la réalité. Nous avons un excellent groupe de personnes du MAECI, de l'ACDI et de la GRC et maintenant, du Service correctionnel, qui ont travaillé en Bosnie, dans des situations post-confliktuelles dans un certain nombre d'endroits.

Ce que nous devons apprendre de l'armée—et le secrétariat d'État et le foreign office au R.-U. font la même chose—c'est que nous devons envoyer nos civils encore plus rapidement. Nous sommes habitués à des affectations de trois ou quatre ans, qui permettent d'envoyer des fonctionnaires avec très peu d'avis. Ils suivent une formation et ils partent. Le défi pour nous, avec la rotation d'un an, est qu'il faut envoyer nos meilleurs éléments pour qu'ils restent un an. Il faut en recruter 50 autres l'année suivante et ensuite, encore 50 et il faut les recruter rapidement. Nous avons un groupe qui se trouvait à Wainwright en Alberta et qui se préparait avec l'armée. Il faut faire ce genre de choses régulièrement.

On assiste aujourd'hui à une révolution dans la gestion des ressources humaines au MAECI et à l'ACDI, que nous encourageons par l'action de notre groupe de travail au BCP. Nous les encourageons à poursuivre dans cette direction. Je pense que de plus en plus ce sera le visage du travail international dans les années qui viennent.

C'est un défi mais il est absolument nécessaire d'agir de cette façon. Si nous voulons déployer une ÉRP—une équipe de reconstruction provinciale—il faut vraiment que ces gens puissent travailler ensemble avant de quitter le Canada. C'est ce que l'armée nous a enseigné.

Le président: Merci, M. MacKenzie et M. Mulroney.

Nous allons maintenant passer à monsieur Patry.

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Je vais partager mon temps de parole avec M. Dosanjh. Il va commencer. Nous poserons nos questions ensemble.

Monsieur Dosanjh.

L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.): Merci, monsieur Mulroney. J'ai quelques questions à vous poser.

En 2001, je crois qu'on avait promis environ 25 milliards de dollars d'aide à l'Afghanistan. Près de 15 milliards de dollars ont été versés. On rapporte qu'environ 40 p. 100 de ces fonds se sont retrouvés dans les pays donateurs sous forme de bénéfiques pour les grandes sociétés. J'aimerais savoir si cela est vrai. Je pose cette question parce que je crois savoir qu'à la conférence de Paris, l'Afghanistan va demander 50 milliards de dollars de plus pour les années qui viennent.

Un des aspects qui me préoccupe est bien sûr la corruption. Je sais qu'une partie importante de cet argent se retrouve dans les poches de gens corrompus. Avez-vous une idée des sommes qui arrivent à leurs destinataires réels? Y a-t-il eu des discussions pour rendre l'aide plus efficace? Vous savez, 40 p. 100 de 15 milliards de dollars qui ont déjà été versés et qui se retrouvent dans les pays donateurs comme bénéfiques pour les sociétés—on dirait que 40 p. 100 de bénéfiques, si ce sont bien des bénéfiques, cela représente un montant énorme.

[Français]

M. Bernard Patry: Merci, monsieur Mulroney.

Je voudrais revenir sur l'Afghanistan. Le nouveau gouvernement négocie actuellement avec les rebelles. Il a pratiquement réussi à négocier des cessez-le-feu dans le nord, dans le sud et dans les territoires au nord-ouest.

Dans le cadre de ces négociations, on parle même de relâcher certains prisonniers, dont un des présumés meurtriers de Benazir Bhutto. Le fait que le Pakistan établisse ces négociations peut-il avoir un effet? Quel effet cela aura-t-il sur les attaques des talibans contre nos troupes? L'effet de ces négociations est-il positif ou négatif?

Dans les diapositives que vous nous avez présentées, on voit que nos troupes rencontrent très fréquemment les dirigeants des différents villages, les shouras, afin d'établir des contacts, ce qui est excellent. Je ne sais pas combien il y a de districts dans la province de Kandahar, probablement une quinzaine.

Dans combien de districts et de villages nos troupes sont-elles présentes? Quel est votre plan pour qu'on puisse avoir des EPR et mener différents projets dans toutes ces régions? Va-t-on commencer autour de la province de Kandahar et aller plus loin ensuite? Avez-vous un plan actuellement?

Merci.

•(1915)

[Traduction]

M. David Mulroney: Si je pouvais répondre à la première question, je ne sais pas très bien à quelle étude vous faites référence. Il y en a une qui a été préparée par l'ACBAR, une ONG, qui parlait de performance et qui a fait remarquer qu'il y avait des pays qui avaient offert de l'argent mais qui ne l'avaient jamais versé. Ils ont dressé une liste et vous constaterez que le Canada et le Japon sont en tête de cette liste pour ce qui est des pays qui ont versé les fonds promis.

Je peux également vous dire que nous faisons très attention, tant au Canada qu'en Afghanistan, pour suivre les fonds que nous dépensons et pour être sûrs qu'ils sont consacrés aux projets et aux objectifs auxquels ils sont destinés. La corruption est un problème grave en Afghanistan. C'est un problème corrosif parce qu'il sape le respect de la population pour le gouvernement, il encourage la

création de gouvernements fantômes et il risque de compromettre les efforts internationaux.

Je pense qu'à l'heure actuelle, les pays qui travaillent en Afghanistan ont adopté une approche très concertée dans ce domaine. Des messages très clairs ont été lancés à la réunion de Bucarest. Le gouvernement de l'Afghanistan a fait un certain nombre de choses à ce sujet. L'une d'entre elles est la création d'une organisation ou entité appelée la Direction indépendante de la gouvernance locale, qui examine province par province les représentants du gouvernement et qui a réussi à congédier des gens parce qu'ils étaient corrompus.

Nous luttons contre ce problème sur le front diplomatique pour ce qui est de nos interventions et aussi en première ligne, pour ce qui est de former des fonctionnaires locaux. C'est un problème que l'on retrouve dans tous les pays en développement mais si le gouvernement de l'Afghanistan et les amis de l'Afghanistan ne font rien pour lutter contre ce problème, celui-ci va perdurer. Mais c'est un aspect que nous prenons très au sérieux.

[Français]

Nous n'avons pas tous les détails des négociations et du dialogue entre le Pakistan et les talibans, mais je pense qu'une politique efficace doit placer au premier plan le respect de la Constitution et des droits de la personne. À Islamabad, les talibans menacent l'avenir du Pakistan, comme celui de l'Afghanistan. Il ne s'agit pas de négocier avec les talibans, mais de permettre aux gens d'accepter le droit et la Constitution de l'Afghanistan ou du Pakistan.

Au sujet des organisations comme les shouras, nous avons appuyé tous les conseils locaux partout à Kandahar. Je crois qu'il y en a de 30 à 40. L'équipe de reconstruction provinciale est le centre de nos activités, et nous pouvons travailler directement avec les conseils. Plus important encore, nous sommes en train de renforcer la capacité des officiers provinciaux de travailler avec leurs propres conseils.

•(1920)

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Mulroney.

Je vais maintenant donner la parole à M. Obhrai. Je veux simplement rappeler à mes collègues que nous faisons un tour de cinq minutes. Si vous posez trop de questions, les témoins n'ont pas le temps de vous répondre.

M. Deepak Obhrai (Calgary-Est, PCC): Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps de parole avec Sylvie, je vais donc poser une brève question.

Merci, David, d'être venu. Je suis content de vous revoir. Je vais vous poser deux brèves questions.

Mon collègue d'en face a parlé du Pakistan. Vous pourriez peut-être nous parler des autres acteurs régionaux, l'Iran et la Chine, dans le contexte de la sécurité dans la région.

Voici l'autre question. Vous êtes le SM pour ce nouveau comité, le comité du cabinet, et nous sommes un comité parlementaire. Pensez-vous que ces deux comités peuvent travailler en collaboration, et comment concevez-vous la collaboration, l'effet et éventuellement la réalisation de cet objectif? Vous pourriez peut-être également nous dire comment vous évaluez l'action de notre comité.

Sylvie, posez votre question maintenant.

[Français]

Mme Sylvie Boucher (Beauport—Limoilou, PCC): On nous parle souvent des choses qui ne fonctionnent pas ou qui ont mal fonctionné, mais on nous parle très peu des choses qui ont été réalisées là-bas. J'aimerais que vous nous parliez des choses que le Canada a réalisées. Avez-vous vu une certaine évolution lors de votre dernier voyage? Le Canada est-il sur la bonne voie pour venir en aide à l'Afghanistan?

[Traduction]

M. David Mulroney: Pour ce qui est de votre référence à la région, lorsque nous avons élaboré notre stratégie pour l'Afghanistan en 2001, une des choses qui nous a frappés a été la comparaison évidente avec les Balkans, mais le grand avantage qu'avaient les Balkans—et pourtant ils n'en avaient pas beaucoup—était les pays voisins : les pays de la région pouvaient tous aspirer à un moment donné à devenir membre de l'UE; il y avait donc pour eux une incitation assez forte.

Un des problèmes qui se pose à l'Afghanistan est que traditionnellement, tous ses voisins ou presque ont toujours considéré que ce pays était un lieu où mettre en oeuvre leur stratégie—des mauvais coups—des confrontations avec l'Afghanistan ou avec d'autres voisins. Personne n'a jamais considéré l'Afghanistan comme un partenaire économique ni, longtemps, comme un endroit à partir duquel on pouvait rejoindre d'autres marchés.

La stratégie à long terme pour obtenir la sécurité et la paix dans la région doit nécessairement consister à encourager les pays voisins de l'Afghanistan à penser commerce, à penser pipelines, à penser routes et réseaux de transport. Nous n'en sommes pas tout à fait là encore. L'Iran et l'Afghanistan ont une longue relation complexe qui est reliée à des choses comme des différences de religion, chiites contre sunnites. C'est relié également à l'histoire et je pense que c'est presque certainement aussi relié au fait que la présence de l'ISAF en Afghanistan offre à plusieurs voisins de ce pays la possibilité de déstabiliser l'Afghanistan.

Toutes ces choses sont préoccupantes. L'avenir à long terme exige que ces actions soient beaucoup mieux coordonnées.

[Français]

Nos efforts ont porté fruit dans plusieurs domaines en Afghanistan. Nous avons élaboré des projets avec le ministère de l'Éducation, et nous sommes en train de construire plusieurs écoles dans plusieurs régions du pays. Les efforts en vue d'assurer la sécurité sont dirigés par les Forces armées canadiennes à Kandahar. Nous tentons d'établir des systèmes de gouvernance au niveau fédéral, et ça commence à Kandahar. Nous menons également des projets dans les domaines de la santé, du développement économique et du développement des systèmes de gouvernance traditionnels comme les shouras.

[Traduction]

M. Deepak Ohrai: Que pensez-vous de la collaboration entre les deux comités?

M. David Mulroney: Un des messages du comité Manley est que l'Afghanistan est une priorité nationale et exige donc un très haut niveau de coordination et d'attention. Cela veut dire que le gouvernement doit jouer un rôle de plus en plus actif dans la surveillance et la réalisation de la mission.

C'est la première fois que nous assumons une mission de ce genre. Nous avons déjà connu des aspects de cette mission à différents moments de notre histoire mais une mission qui implique les Forces

canadiennes sur le terrain, un effort de développement sans précédent, et un aspect de politique étrangère qui nous amène non seulement en Afghanistan mais dans les pays voisins de l'Afghanistan, à Washington, à Londres, à Bruxelles, à New York, est quelque chose d'entièrement nouveau; je pense qu'une telle mission exige autant d'effort et de surveillance, non pas uniquement parce qu'elle est complexe mais parce que les Canadiens l'exigent.

Le rôle que vous jouez en réunissant les membres du gouvernement qui dirigent la mission, les gens en Afghanistan qui font partie de la mission, et les gens qui connaissent certains aspects de la mission, et qui vous amène à rendre public tout ce que vous faites, est absolument essentiel. D'une certaine façon, il reflète et complète ce que fait le comité du cabinet, de sorte que cela me paraît très important et très actuel.

● (1925)

Le président: Merci.

Monsieur Bachand.

[Français]

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Mulroney.

Vous semblez dire que nous devons compléter les discussions du Comité du Cabinet sur l'Afghanistan. Pouvons-nous aller plus loin que ça? Pouvez-vous nous remettre les procès-verbaux des réunions qui se tiennent au Cabinet? Ne serait-ce pas ultimement la meilleure façon de nous informer de ce qui s'y passe? Ces gens savent ce qui se passe de notre côté parce qu'ils peuvent nous voir à la télévision le soir, mais l'inverse n'est pas vrai. Vous est-il possible de convaincre le groupe de travail des ministres de nous remettre les procès-verbaux de leurs réunions?

M. David Mulroney: Récemment, M. Emerson a participé à une séance d'information dans le cadre de laquelle il a parlé du travail du comité. Comme je l'ai dit au début, ces gens en sont à établir les priorités clés et à orienter le processus relatif à notre contribution afin de s'assurer que ça correspond aux priorités. De plus, ils dirigent le processus d'élaboration des points de référence visant à cibler notre performance en Afghanistan. Je crois que le premier ministre, M. Emerson et les autres ministres ont souvent parlé de leur travail au sein du comité.

M. Claude Bachand: Vous êtes à la tête d'une équipe de travail d'environ 25 personnes. Ces dernières assistent le groupe de travail ministériel, si peut l'appeler ainsi. L'information que vous leur donnez et celle que vous nous donnez est-elle la même?

M. David Mulroney: Oui.

M. Claude Bachand: Étant donné que ces gens sont tous du Conseil privé, vous pourriez leur communiquer des informations de niveau classifié. Le faites-vous?

M. David Mulroney: Nous traitons de temps en temps d'information de niveau classifié.

M. Claude Bachand: Pourriez-vous le faire dans notre cas?

M. David Mulroney: Il faut en discuter avec le comité.

M. Claude Bachand: Vous admettez donc que l'information que vous communiquez à ce groupe de travail ne peut pas être la même que celle dont vous faites part à notre comité.

M. David Mulroney: Dans le cadre du groupe de travail, nous avons accès à ce genre de renseignements de temps à autres, mais le comité de M. Emerson se concentre vraiment sur un processus de travail, l'établissement des priorités, l'élaboration des points de référence et ce genre de choses. Il ne s'agit pas de séances au cours desquelles on échange des documents.

M. Claude Bachand: D'accord, mais pour établir les priorités clés, il faut quand même savoir ce qui se passe vraiment sur le terrain. Vous admettez avec moi que si ces gens ont accès à des documents de niveau classifié, c'est qu'ils ont plus d'information que nous. Je vais donc revenir à ma question: pensez-vous que le compte rendu des délibérations de ce groupe de travail pourrait être remis à notre comité?

M. David Mulroney: Je crois que le comité consulte souvent des gens comme Arif Lalani ou Rory Stewart. Comme vous le faites de votre côté, il échange avec des personnes impliquées dans le même domaine.

• (1930)

M. Claude Bachand: Je veux maintenant parler d'une question soulevée un peu plus tôt par mon collègue. Vous étiez à Bucarest avec le premier ministre, je crois. Y a-t-il eu une entente lorsque les Américains ont annoncé qu'ils enverraient 1 000 soldats dans le sud de l'Afghanistan aussitôt que les Français arriveraient? Le général américain McNeill a dit que les Canadiens devraient maintenant adopter des doctrines et des tactiques beaucoup plus américanisées. Or, il ne parle pas seulement de l'aspect militaire, mais aussi du

développement, de la reconstruction et de la diplomatie. En effet, selon McNeill, les soldats américains et canadiens devraient distribuer l'aide humanitaire et se charger de la construction. C'est ce que les Américains veulent obtenir des Canadiens.

Dites-moi donc franchement si MM. Harper et Bush ont conclu un genre de marché. Par exemple, en échange de 1 000 soldats supplémentaires, on pourrait demander que la façon d'offrir les services soit américanisée.

M. David Mulroney: Pas du tout. Les Canadiens, les Australiens, les Anglais et les Français travaillent sous la direction de l'OTAN et de la FIAS, une organisation multilatérale. Les Forces canadiennes sont sous la direction du gouvernement du Canada. Nous allons continuer de faire notre travail, de diriger notre EPR en tant que Canadiens.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bachand.

[Traduction]

Merci, monsieur Mulroney.

Voilà qui nous amène à la fin de notre second tour.

J'aimerais, au nom du comité, vous remercier d'être venus ce soir nous faire part de vos vues sur la mission canadienne en Afghanistan en vous fondant sur votre expérience. Merci encore.

Je vais suspendre la séance pendant quelques minutes pour que les témoins puissent quitter la salle.

[La séance se poursuit à huis clos]

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.